

UN MONDE INCERTAIN

L'histoire, parfois, bafouille, bégaie, balbutie. Rien, en cette rentrée, ne semble affermir la bâtisse commune. Bien au contraire, des vents venus de tous côtés donnent le sentiment que le monde hésite, ballotté par les incertitudes, et parfois la folie des hommes. Aux portes orientales de l'Europe, le « généralissime »⁽¹⁾ – alors que chaque soir la salat retentit du haut des minarets – vient d'ordonner une purge sans précédent qui ébranle l'ensemble des institutions du pays, et fragilise une région déjà sensible aux fièvres. Le terrorisme, continue, imperturbablement à semer la douleur pour récolter cette discorde dont, avidement, il se nourrit. Les armes, dans ce combat, sont inégales, et nos moyens inappropriés. Les États-Unis bataillent pour le rester, unis. Une démocrate, vilipendée par ses opposants, qui ne cessent de lui promettre la prison, affronte un républicain arrogant, lequel en dépit de ses outrances, continue de séduire l'Amérique profonde. Si on se laissait aller un peu, on souscrirait assez vite à ces propos du sobre et réservé Edward Hopper, sensible à la culture de notre Vieux Continent : « *Tout en Amérique me semblait terriblement grossier. Il m'a fallu 10 ans pour me remettre de l'Europe* ». L'Europe, justement, qui ne sait rien encore des conséquences précises du Brexit mais dont le Fonds monétaire international se méfie : « *L'essentiel du brexit reste à se dérouler, et des repercussions encore plus négatives sont une claire possibilité* ». Pis, l'endettement planétaire et la faiblesse de l'investissement sont préoccupants.

Bref, il n'y a guère matière à se réjouir, ce qui ne veut pas dire que le monde est miné par la défiance, condamné par la violence d'une minorité et la sottise de quelques-uns.

I. L'EUROPE PEUT ET DOIT REPARTIR SUR DE NOUVELLES BASES

Au reste, il faut savoir raison garder, et comprendre qu'un drame apparent peut être demain une chance pour l'avenir. Bien sûr, le Brexit n'est pas, de prime abord, une bonne nouvelle puisqu'elle renforce les

incertitudes. La croissance mondiale en sera sans doute affectée, et nous devons trouver très vite une réponse collective à ces incertitudes, à commencer par une définition partagée de nouveaux accords commerciaux de libre-échange. Bien sûr, et nous savons l'inventaire inquiétant, la montée du protectionnisme, les tensions géopolitiques au Moyen-Orient, et les divisions engendrées par la crise des réfugiés, sont néfastes pour la confiance. Et nous ne disons rien des incertitudes économiques, puisque le PIB de la zone ne dépassera pas 0,3 % au second trimestre, après un excellent début d'année. En cause notamment, une préoccupante stagnation de l'investissement.

Pour autant, l'Europe existe. Elle a surmonté la crise économique et financière, a fait preuve de solidarité et s'est même élargie. Qu'on le veuille ou non, qu'on le reconnaisse ou non, la paix, la stabilité et la sécurité collective sont mieux assurées aujourd'hui qu'hier. Qu'on le veuille ou non, qu'on le reconnaisse ou non, l'Union, lorsqu'elle parle d'une seule voix sur la scène mondiale – l'accord sur le programme nucléaire iranien en est un bon exemple – est plus écoutée et plus respectée. L'occasion de rappeler, alors même que les europhiles ne cessent de douter, qu'un étrange phénomène s'est produit il y a déjà quelques années. Il convient de le souligner car il brouille notre vue d'ensemble, et donne des armes aux nombreux contempteurs de l'Union. En vérité, ce n'est pas tant l'Europe qui est vouée aux gémonies, mais bien plutôt l'incapacité de nos pays à nous rassurer dans un monde en pleine mutation. Tous les sondages en attestent : le sentiment de frustration est nettement plus élevé dès que l'on évoque les institutions nationales, les gouvernements nationaux, ou les parlements nationaux ! L'Europe est ainsi devenue, plus ou moins consciemment, un commode bouc émissaire, réceptacle de nos craintes, de nos doutes et de nos lâchetés. À y regarder de près pourtant, elle avance, certes à tâtons, mais elle avance, y compris en 2008, quand les critiques présentaient la zone comme étant promise au démantèlement. À cette époque, non seulement les quinze pays sont restés dans la zone, mais quatre nouveaux pays sont entrés, illustrant la résilience

⁽¹⁾ Le Président Turc se fait désormais appelé ainsi.

du projet historique. C'est maintenant, alors que le Royaume-Uni a « tranché », qu'il nous faut consolider l'armature de l'ensemble, notamment en établissant un véritable contrôle européen des frontières de la zone Schengen. Un acte d'autorité qui est aussi un acte de responsabilité, de nature à redonner confiance à l'ensemble de nos concitoyens. Renforcer la politique de sécurité et de défense commune est la priorité du moment. Il sera temps, après, de renforcer l'exécutif de la zone avec la création d'un véritable ministre des finances. Certains semblent vouloir opter pour le repli sur soi – forme de balkanisation – d'autres pour la poursuite de la construction européenne. Mais qu'en pensent les peuples ?

Un récent sondage ⁽²⁾ éclaire d'un jour nouveau ces interrogations au lendemain du Brexit. D'une part, le sentiment européen se renforce, le Brexit ayant, en quelque sorte, agi comme un catalyseur face à la menace d'implosion. D'autre part, si les différents gouvernements nationaux – à l'exception du gouvernement allemand – sont montrés du doigt et sévèrement jugés par leurs opinions respectives, ce choc a suscité une forte attente des institutions européennes afin qu'elles engagent, sans tarder, une nouvelle relance. Le sentiment général est bien que l'Union doit repartir sur des bases inédites et en sortira renforcée. Enfin, le rejet de tout nouvel élargissement est massif. La Turquie concentre les crispations, mais de façon plus générale, il apparaît clairement qu'une Europe plus intégrée politiquement ne peut pas être une Europe aux frontières mouvantes.

II. LE POIDS DE NOS « FRONTIÈRES » MENTALES

Les nôtres de « frontières », ce sont nos frontières mentales qui font que la vie politique française est, aujourd'hui encore, inscrite dans les principes de la Révolution. Nous faisons de l'égalité un totem, et nous suspectons l'inégalité dans une société à dominante administrative et mandarinale. La loi du Maximum est claire : il faut protéger les pauvres et frapper les riches. Ainsi, les libertés furent-elles sacrifiées à l'égalité. Avons-nous changé ? Mutatis mutandis, les textes votés ces vingt dernières décennies en portent les stigmates : la dépense est sanctifiée, la recette n'a pas d'origine définie, les droits sont absolus, et les devoirs imprécis. En revanche, la liberté du commerce et de l'industrie, la liberté d'entreprendre et les droits du chef d'entreprise – les droits des salariés sont constitutionnellement établis – restent dans la pénombre. L'État, et sa charge symbolique, reste omniprésent. La Constitution allemande apporte d'expresses garanties aux libertés économiques – économie de marché, liberté contractuelle, etc. – et fait ainsi, de chaque citoyen, le premier responsable de son épanouissement personnel, alors qu'un français dépendra de sa

relation au collectif, au Minotaure, à l'État. De même, les États-Unis veillent scrupuleusement aux intérêts particuliers, les préservant des possibles empiétements de l'État. Ici, c'est l'inverse : l'État peut et doit régir toute chose, car c'est en lui, et en lui seul, que s'incarne le peuple souverain.

Tout cela n'est pas sans conséquences sur nos dépenses publiques, puisque l'État employeur continue à penser que la création nette d'emplois dans la fonction publique reste l'objectif ultime. Au reste, l'exécutif a créé 30 000 postes entre juillet 2012 et mai 2017 ⁽³⁾. L'occasion de rappeler que pour inverser cette courbe suicidaire, le prochain gouvernement devra sortir de cette logique de rabot de la dépense au profit de choix clairs et assumés.

En vérité, nos politiques publiques ne cessent d'osciller, de tergiverser, d'avancer un jour pour mieux reculer le lendemain, tentant de satisfaire ceux qui réclament, avec raison, davantage de réformes, sans mécontenter les conservatismes rassemblés, qui refusent d'admettre que la souveraineté est contrainte par l'exigence de compétitivité. Nous avons ainsi « hérité » de la plus belle des usines à gaz avec les 35 heures. Une usine « réjouissante » pour nos voisins et néanmoins concurrents et dont nous subissons encore aujourd'hui les effets des effets. Les propos d'un Francis Kramarz ⁽⁴⁾ sont-ils entendus... ? Ils sont pourtant fort clairs : « *Le passage aux 35 heures n'a pas créé d'emplois... Les lois Aubry ont concouru à la disparition d'entreprises pas assez productives, bien souvent de petite taille, et pas assez solides pour faire face à un tel choc sur leurs coûts* ». Forts de cette « riche » expérience, nous persévérons, ne reculant devant aucun obstacle, à commencer par les facteurs de pénibilité que personne ne sait mesurer. Notre État, cet astrologue de la compétitivité des entreprises est, cela va sans dire, le mieux placé pour évoquer de tels sujets... Notre situation s'en ressent : notre économie diverge de celle de la zone euro, laquelle montre une forte résistance face à la multiplication des incertitudes. L'économie française ne décroche pas, mais la reprise reste poussive. Après le trou d'air du deuxième trimestre, il sera bien difficile d'atteindre 1,5 % de croissance sur l'ensemble de 2016 comme le prévoit le gouvernement. C'est dire – malgré l'embellie constatée sur le front de l'emploi – que le chômage devrait poursuivre sa trop lente décroissance. Et le déficit du commerce extérieur se creuse, alors même que la facture énergétique s'est considérablement allégée !

Bref, notre pays se retrouve dans la situation d'un coureur de 100 m dont les performances se sont améliorées. Il est passé de 10 secondes et 3/10 à 10 secondes et 1/10. C'est assez réjouissant, sauf que les sept autres candidats finalistes, ont parcouru la distance en moins de 10 secondes, mieux que leurs performances antérieures. Dans une économie ouverte, c'est notablement insuffisant...

⁽²⁾ Enquête IFOP – Le Monde 16 juillet 2016

⁽³⁾ Débat parlementaire sur les orientations budgétaires 2017

⁽⁴⁾ Le Monde jeudi 18/08/2016

**Union des Industries
et Métiers
de la Métallurgie**

56 avenue Wagram
75 854 Paris cedex 17
<http://www.uimm.fr>
e-mail: uimm@uimm.fr